

41/2019 – 6 mars 2019

Acquisitions de nationalité dans l'UE

Les États membres de l'UE ont octroyé la nationalité à plus de 800 000 personnes en 2017

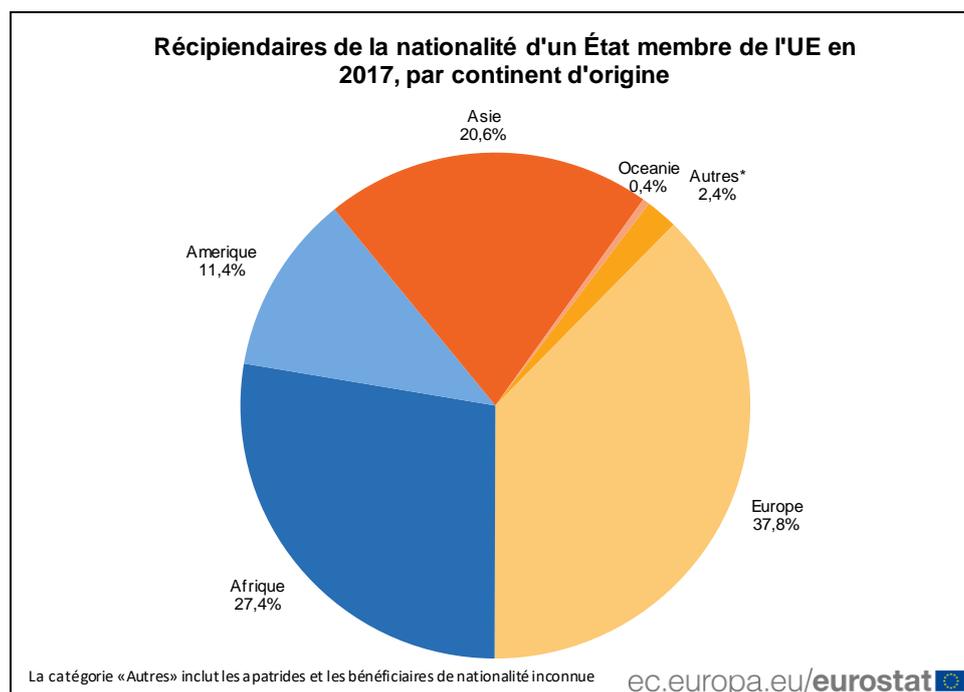
Les Marocains, les Albanais et les Indiens en ont été les principaux bénéficiaires

En 2017, quelque 825 000 personnes ont acquis la nationalité d'un État membre de l'**Union européenne** (UE), un chiffre en baisse par rapport à 2016 (où il s'établissait à 995 000) et à 2015 (841 000). Si, parmi les personnes devenues citoyens de l'un des États membres de l'UE en 2017, 17% étaient auparavant citoyens d'un autre État membre de l'UE, la majorité était des ressortissants de pays tiers ou des apatrides.

Les citoyens **marocains** formaient le plus grand groupe de nouveaux citoyens d'un État membre de l'UE dont ils étaient résidents en 2017 (67 900 personnes, dont 83% ont acquis la nationalité italienne, espagnole ou française), devant les citoyens de l'**Albanie** (58 900 personnes, dont 97% ont acquis la nationalité grecque ou italienne), de l'**Inde** (31 600 personnes, dont plus de 53% ont acquis la nationalité britannique), de la **Turquie** (29 900 personnes, dont plus de la moitié a acquis la nationalité allemande), de la **Roumanie** (25 000 personnes, dont 32% ont acquis la nationalité italienne), du **Pakistan** (23 100 personnes, dont 45% ont acquis la nationalité britannique), de la **Pologne** (22 000 personnes, dont 63% ont acquis la nationalité britannique ou allemande) et du **Brésil** (21 600 personnes, dont 74% ont acquis la nationalité italienne ou portugaise).

Ensemble, les Marocains, les Albanais, les Indiens, les Turcs, les Roumains, les Pakistanais, les Polonais et les Brésiliens représentaient un tiers environ (34%) du nombre total de personnes ayant acquis la nationalité d'un État membre de l'UE en 2017. Les **Roumains** (25 000 personnes), les **Polonais** (22 000) et les **Britanniques** (15 000) constituaient les trois plus grands groupes de citoyens de l'UE ayant obtenu la nationalité d'un autre État membre.

Ces données sont extraites d'un [article](#) publié par **Eurostat**, l'office statistique de l'Union européenne.



Le nombre de ressortissants britanniques devenus citoyens d'un autre État membre de l'UE a plus que doublé en 2017

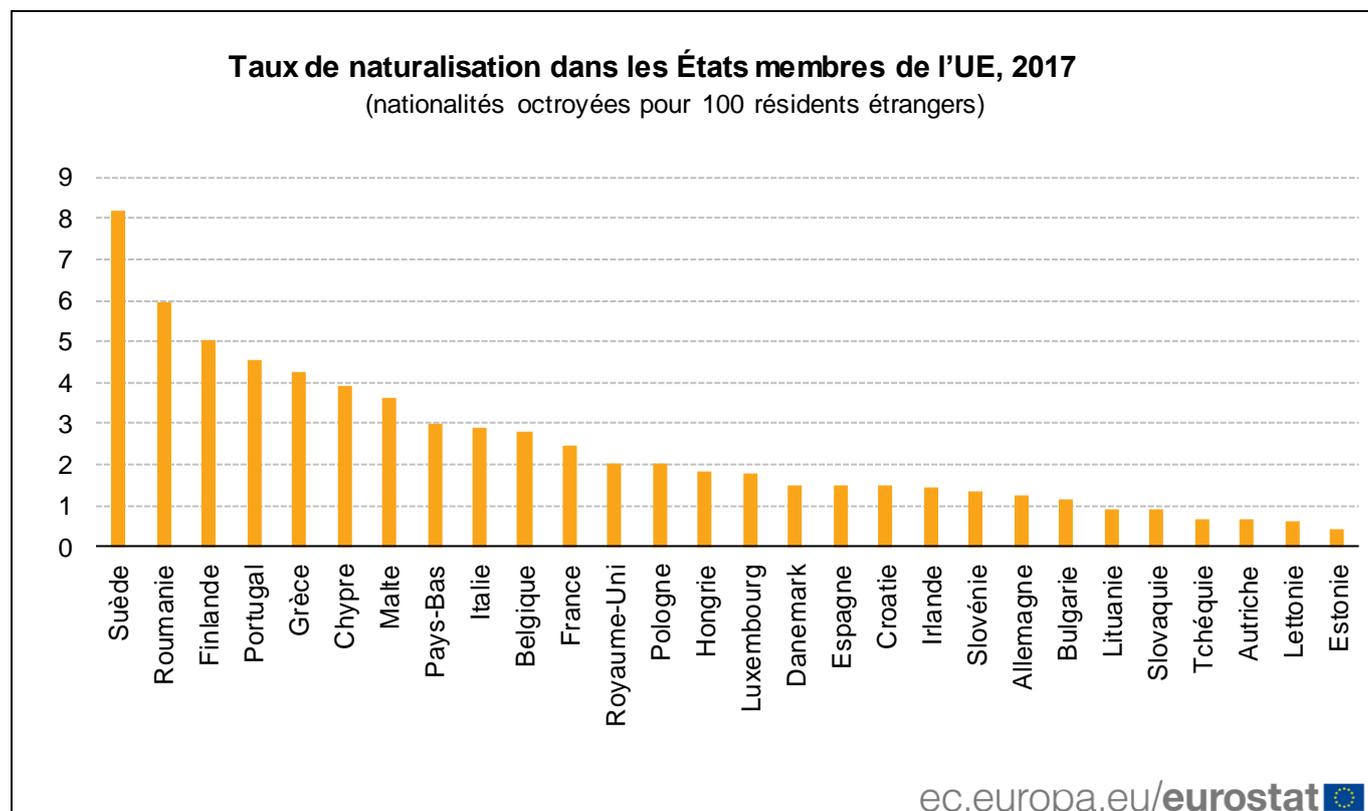
La moitié des États membres a octroyé la nationalité à plus de personnes en 2017 qu'en 2016. Les hausses relatives les plus importantes ont été observées en **Roumanie** (de 4 527 personnes en 2016 à 6 804 personnes en 2017, soit +50%), au **Luxembourg** (de 3 315 à 4 980, soit également +50%), ainsi qu'en **Slovaquie** (de 484 à 645, soit +33%), **Malte** (de 1 495 à 1 973, soit +32%) et en **Finlande** (de 9 375 à 12 219, soit +30%).

Le nombre de naturalisations octroyées a chuté dans l'autre moitié des États membres en 2017, la plus forte baisse par rapport à 2016 ayant été enregistrée en **Croatie** (de 3 973 à 688 personnes, soit -83%), suivie de l'**Espagne** (de 150 944 à 66 498, soit -56%), du **Danemark** (de 15 028 à 7 272, soit -52%) et de l'**Estonie** (de 1 780 à 880, soit -51%).

L'examen des nationalités antérieures pour lesquelles au moins 100 personnes ont acquis la citoyenneté d'un État membre de l'UE en 2017 révèle que la plus grande augmentation relative par rapport à 2016 concerne les citoyens du **Royaume-Uni** (dont le nombre est passé de 6 555 personnes en 2016 à 14 911 en 2017, soit +127%), du **Luxembourg** (de 57 à 109, soit +91%), de **Malte** (de 80 à 148, soit +85%), de l'**Arabie saoudite** (de 277 à 507, soit +83%) et de la **France** (de 3 501 à 5 778, soit +65%).

Taux de naturalisation le plus élevé en Suède et en Roumanie

Le taux de naturalisation est le rapport entre le nombre de personnes ayant acquis la nationalité d'un pays au cours d'une année et le stock de résidents étrangers dans le même pays au début de l'année. En 2017, les taux de naturalisation les plus élevés ont été enregistrés en **Suède** (8,2 octrois de nationalité pour 100 résidents étrangers), en **Roumanie** (5,9) et en **Finlande** (5,0), suivies du **Portugal** (4,5), de la **Grèce** (4,2) et de **Chypre** (3,9). À l'autre extrémité de l'échelle, des taux de naturalisation inférieurs à 1 octroi de nationalité pour 100 résidents étrangers ont été relevés en **Estonie** (0,4), en **Lettonie** (0,6), en **Autriche** et en **Tchéquie** (0,7 chacune), ainsi qu'en **Slovaquie** et en **Lituanie** (0,9 chacune).



Les données sources sont consultables [ici](#).

Informations géographiques

L'**Union européenne** (UE) comprend la Belgique, la Bulgarie, la Tchéquie, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, la Croatie, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovénie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

Méthodes et définitions

Les données relatives aux acquisitions de nationalité sont transmises 12 mois après la période de référence à Eurostat par les instituts statistiques nationaux des États membres de l'UE conformément au Règlement 862/2007.

La nationalité est le lien juridique entre une personne et un État, acquis à la naissance, par naturalisation ou par d'autres moyens, conformément à la législation nationale. La **naturalisation** est le processus par lequel un État accorde sa nationalité par un acte officiel et à la demande de la personne concernée. Les **autres moyens** d'acquisition de la nationalité concernent les conjoints de nationaux, les mineurs adoptés par des nationaux et les descendants de nationaux nés à l'étranger qui retournent dans le pays d'origine de leurs ancêtres. En application de l'article 3, paragraphe 1, point d), du règlement (CE) n° 862/2007, les États membres sont tenus de fournir des données sur le nombre de «personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de l'État membre et ayant acquis au cours de l'année de référence la nationalité de cet État membre après avoir eu la nationalité d'un autre État membre ou d'un pays tiers ou le statut d'apatride, ventilé par âge et par sexe ainsi que par ancienne nationalité des personnes concernées, en indiquant, le cas échéant, si les personnes ont eu le statut d'apatride».

Le **taux de naturalisation** est le rapport entre le nombre de personnes ayant acquis la nationalité d'un pays au cours d'une année et le stock de résidents étrangers dans le même pays au début de l'année. Le «taux de naturalisation» doit être utilisé avec prudence, car le numérateur comprend tous les modes d'acquisition et pas seulement les naturalisations d'étrangers résidents admissibles, et le dénominateur comprend tous les étrangers et non la population concernée, à savoir les étrangers admissibles à la naturalisation.

Plus d'informations

Base de données d'Eurostat sur les migrations et nationalités

Métadonnées d'Eurostat relatives aux acquisitions et pertes de nationalité (en anglais)

Article Statistics Explained d'Eurostat consacré aux statistiques sur les acquisitions de nationalité (en anglais)

Infographie interactive d'Eurostat sur les acquisitions de nationalité dans l'UE

Publié par: **Service de presse d'Eurostat**

Natalia PETROVOVA
Tél: +352-4301-33 444
eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

Production des données:

Silvia ANDUEZA-ROBUSTILLO
Tél: +352-4301-33 443
silvia.andueza-robustillo@ec.europa.eu



 **Demandes média:** Eurostat media support / Tél: +352-4301-33 408 / eurostat-mediasupport@ec.europa.eu

Principaux récipiendaires d'une nationalité d'un État membre de l'UE en 2017

Principaux récipiendaires d'une nationalité de l'UE	Total (en milliers)	Principal État membre de l'UE octroyant la nationalité	%	Deuxième État membre de l'UE octroyant la nationalité	%	Troisième État membre de l'UE octroyant la nationalité	%
Marocains	67,9	Italie	33,4	Espagne	25,2	France	24,6
Albanais	58,9	Grèce	50,6	Italie	46,1	Belgique	1,0
Indiens	31,6	Royaume-Uni	52,5	Italie	25,9	Allemagne	5,1
Turcs	29,9	Allemagne	50,0	France	17,8	Pays-Bas	9,9
Roumains	25,0	Italie	32,2	Allemagne	17,1	Royaume-Uni	12,1
Pakistanaï	23,1	Royaume-Uni	44,9	Italie	26,7	Espagne	7,4
Polonais	22,0	Royaume-Uni	32,3	Allemagne	30,1	Suède	9,5
Brésiliens	21,6	Italie	46,0	Portugal	28,2	Espagne	6,0
Russes	20,8	Allemagne	22,7	France	17,0	Finlande	13,2
Algériens	20,1	France	80,8	Italie	5,7	Espagne	4,9
Ukrainiens	19,0	Allemagne	17,9	Italie	14,2	Roumanie	13,1
Somaliens	14,9	Suède	54,5	Pays-Bas	20,1	Royaume-Uni	13,9
Britanniques	14,9	Allemagne	45,9	France	11,6	Belgique	9,3
Syriens	13,6	Suède	63,6	Allemagne	18,3	France	4,7
Nigériens	12,9	Royaume-Uni	53,8	Italie	15,1	Allemagne	7,4
Tunisiens	12,6	France	56,1	Italie	25,4	Allemagne	9,0
Équatoriens	11,8	Espagne	62,1	Italie	29,1	Belgique	4,1
Iraqiens	11,6	Allemagne	30,1	Suède	28,3	Pays-Bas	12,0
Italiens	11,2	Allemagne	37,9	Royaume-Uni	31,4	Belgique	10,5
Afghans	9,8	Allemagne	24,5	Suède	23,6	Royaume-Uni	14,6
Bangladaï	9,6	Italie	46,2	Royaume-Uni	32,3	Suède	4,4
Sénégalais	9,5	Italie	47,4	France	34,3	Espagne	12,4
Chinois	9,2	Royaume-Uni	23,1	France	18,8	Italie	17,3
Iraniens	9,2	Allemagne	29,3	Royaume-Uni	19,6	Suède	19,5
Apatrides*	9,1	Suède	77,8	Allemagne	8,6	Pays-Bas	4,0
Serbes	9,1	Allemagne	21,4	Suède	19,9	Italie	18,9
Philippins	8,7	Royaume-Uni	32,3	Italie	22,6	Espagne	7,8
Colombiens	8,2	Espagne	68,8	Italie	9,2	France	8,3
Kosovars**	8,2	Allemagne	48,0	Italie	30,2	Autriche	8,1
Ghanéens	8,1	Italie	37,0	Royaume-Uni	32,1	Allemagne	10,3

* Par apatride, on entend une personne qui n'est pas reconnue en tant que citoyen d'un pays.

** Désignation du Kosovo sans préjudice des positions sur le statut et conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Les données sources sont consultables [ici](#).

Principaux récipiendaires de nationalités octroyées par des États membres de l'UE, 2017

	Nombre total	2017/ 2016	Principaux récipiendaires		Deuxièmes récipiendaires		Troisièmes récipiendaires	
			Pays/Statut	%	Pays/Statut	%	Pays/Statut	%
UE	825 447	-17%	Maroc	8,2	Albanie	7,1	Inde	3,8
Belgique	37 399	17%	Maroc	13,6	Roumanie	5,4	Pologne	4,0
Bulgarie	914	-44%	Ukraine	22,3	Russie	19,0	Turquie	12,0
Tchéquie	3 480	-24%	Ukraine	34,5	Russie	17,0	Slovaquie	13,2
Danemark	7 272	-52%	Bosnie-Herzégovine	5,1	Pologne	5,1	Iraq	4,9
Allemagne	115 421	2%	Turquie	13,0	Royaume-Uni	5,9	Pologne	5,8
Estonie	880	-51%	Non-citoyens reconnus*	66,9	Russie	25,5	Ukraine	3,4
Irlande	8 195	-18%	Pologne	16,6	Roumanie	9,3	Inde	8,1
Grèce	34 305	3%	Albanie	86,8	Ukraine	1,3	Moldavie	1,1
Espagne	66 498	-56%	Maroc	25,7	Équateur	11,0	Bolivie	9,2
France	114 274	-4%	Maroc	14,6	Algérie	14,2	Tunisie	6,2
Croatie	688	-83%	Bosnie-Herzégovine	44,9	Kosovo***	15,1	Serbie	14,0
Italie	146 605	-27%	Albanie	18,5	Maroc	15,4	Brésil	6,8
Chypre	5 517	18%	Russie	23,8	Royaume-Uni	9,1	Ukraine	8,7
Lettonie	1 794	-8%	Non-citoyens reconnus*	71,0	Royaume-Uni	6,6	Russie	6,5
Lituanie	187	6%	Russie	27,8	Ukraine	19,3	Apatrides**	19,3
Luxembourg	4 980	50%	Portugal	26,6	France	10,9	Royaume-Uni	7,6
Hongrie	2 787	-35%	Roumanie	63,0	Ukraine	6,7	Slovaquie	4,9
Malte	1 973	32%	Russie	23,5	Arabie saoudite	17,3	Royaume-Uni	9,9
Pays-Bas	27 663	-3%	Somalie	10,8	Turquie	10,7	Maroc	10,7
Autriche	9 125	7%	Bosnie-Herzégovine	14,1	Turquie	8,5	Kosovo***	7,3
Pologne	4 233	15%	Ukraine	56,6	Biélorussie	17,9	Russie	5,2
Portugal	18 022	-28%	Brésil	33,8	Cap-Vert	14,4	Ukraine	10,6
Roumanie	6 804	50%	:	:	:	:	:	
Slovénie	1 563	21%	Bosnie-Herzégovine	58,7	Macédoine du Nord	13,3	Serbie	9,8
Slovaquie	645	33%	Ukraine	20,0	Serbie	19,2	Tchéquie	14,1
Finlande	12 219	30%	Russie	22,6	Somalie	7,8	Iraq	6,1
Suède	68 898	12%	Syrie	12,5	Somalie	11,8	Apatrides**	10,3
Royaume-Uni	123 106	-18%	Inde	13,5	Pakistan	8,4	Pologne	5,8
Islande	637	-9%	Pologne	35,0	Philippines	6,4	Thaïlande	5,3
Liechtenstein	147	-12%	Turquie	23,8	Suisse	16,3	Kosovo***	12,9
Norvège	21 648	58%	Érythrée	13,7	Somalie	8,1	Thaïlande	7,7
Suisse	44 949	5%	Allemagne	13,3	Italie	13,0	Portugal	8,7

* Un non-citoyen reconnu est une personne qui n'est citoyenne ni du pays déclarant ni d'aucun autre pays et qui a établi avec le pays déclarant des liens qui lui confèrent une partie, mais non l'ensemble des droits et obligations d'un citoyen à part entière. La majorité de ces personnes étaient des citoyens de l'ancienne Union soviétique.

** Par apatride, on entend une personne qui n'est pas reconnue en tant que citoyen d'un pays.

*** Désignation du Kosovo sans préjudice des positions sur le statut et conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

: Données non disponibles.

Les données sources sont consultables [ici](#).